

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
26 mai 1976

No 497
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

LA VIOLENCE DES MASSES

Pour la première fois depuis longtemps des métallos ont tenu tête aux forces de répression, ils leur ont répondu par la violence révolutionnaire de masse.

Le même jour, à Bordeaux et Montpellier, les étudiants se sont eux aussi affrontés aux CRS.

Ces faits, survenant après d'autres, notamment la résistance armée des viticulteurs à Montredon, témoignent d'un phénomène nouveau dans notre pays et qui se développe : les masses commencent à opposer leur violence à celle des forces de répression de la bourgeoisie.

Les métallos de la Rochelle ont-ils eu raison de recourir à la violence ? Oui, cent fois oui !

Pour tenter de briser les luttes, la bourgeoisie a recours de plus en plus systématiquement à ses flics, à ses tribunaux, aux licenciements de militants ouvriers, aux emprisonnements. Chaque jour en apporte la preuve. Face à cela deux voies sont ouvertes. La première consiste à se laisser agresser, réprimer sans réagir. C'est la voie de la défaite. La bourgeoisie peut ainsi expulser sans risques les grévistes qui occupent leurs usines, permettre aux jaunes de briser les grèves. La seconde consiste à riposter, à répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire. C'est la seule voie possible pour les masses pour que les luttes ne soient pas brisées. Certains croient qu'en ne répondant pas on s'en tire à moindres frais. C'est une illusion. Moins on est prêt à s'opposer aux agressions et plus on prend de coups. Ce ne sont pas les exemples qui manquent de manifestations pacifiques sauvagement réprimées. Et en tout cas, c'est se condamner à l'échec dès que la bourgeoisie a décidé de casser les luttes par la force.

Ceux qui s'opposent à la violence des masses, comme la prétendue gauche, sont des ennemis des masses. D'ailleurs ils ne se contentent pas de vouloir empêcher la riposte à la répression. Ils participent à la répression. A Nancy c'est un dirigeant socialiste qui fait appel aux CRS (voir p. 3), à Montpellier ce sont des responsables du PCF qui prêtent main forte à la police contre les étudiants.

(Suite p. 3)

LA ROCHELLE

LES MÉTALLOS RIPOSTENT AUX CRS

En lutte depuis environ un mois, les 5 000 métallos de La Rochelle n'entendent pas se laisser bercer d'illusions, et encore bien moins de la matraque des CRS et gardes mobiles. Ils ont très justement répondu lundi 24 mai par la violence des masses à la violence des forces répressives.

C'est pour s'opposer à l'entrée de «jaunes» de la CIT Alcatel (filiale de la CGE) protégés par les CRS,

que plusieurs milliers de métallos ont attaqué les forces de répression à coups de boulons et de pavés. Dans un premier affrontement, il y eut 10 flics de blessés et un seul manifestant.

D'autres affrontements eurent lieu de 14 h 30 à 19 h opposant plusieurs milliers de métallos en colère à 2 compagnies de CRS et 2 escadrons de gendarmes mobiles gardant l'usine Alca-

tel. Là encore, la juste violence révolutionnaire des métallos a infligé une sévère correction aux forces répressives, 20 blessés parmi les flics et 2 parmi les manifestants.

Les «jaunes» ont terminé leur travail vers 16 h 30 et ne purent quitter Alcatel que sous la protection des flics. Un combat violent s'est alors à nouveau engagé entre les métallos et les forces de répression.

Dans les usines et les écoles

MOBILISATION CONTRE LA REPRESSION ET POUR LES REVENDICATIONS

La politique répressive du patronat, du gouvernement, est un aspect de l'affolement de la bourgeoisie qui voit chaque jour un peu plus sa politique remise en cause par des masses de travailleurs toujours plus larges. L'État capitaliste s'appuie de plus en plus sur son appareil policier et ses lois scélérates, les travailleurs intensifient leur lutte contre la répression en la liant étroitement à la lutte pour leurs revendications.

Hopital Raymond Poincaré

La police contre les élèves infirmières

Vendredi 21 mai, vers 21 heures, les flics interviennent contre les élèves-infirmières de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches (92) qui occupaient leur école pour souder leur unité et organiser l'extension de la lutte. Descendant de 3 cars, les flics ont envahi le hall de l'école l'infirmières. Ils y ont embarqué sauvagement une quarantaine d'élèves, des militants syndicaux CFDT, des travailleurs de l'hôpital, les trainant dans les escaliers, dans le rue, les bousculant, frappant et embarquant.

D'autres seront sauvagement «jetées» dans la rue. Très vite un sitting s'organise et de nouveau les flics reviennent à la charge en matraquant, en trainant par les cheveux élèves-infirmières, travailleurs de l'hôpital et militants CFDT.

C'est sur l'ordre de la direction générale de l'Assistance publique que la police a pénétré, c'est sur une réquisition du directeur en accord avec la directrice, Mme Dutartre, de l'école d'infirmières, que cette sauvage agression eut lieu : après le chantage, la répression violente ! Tout cela dans le seul et unique but de diviser les élèves. Depuis le 6 mai 1976, les élèves infirmières sont mobilisées contre leur exploitation par le manque de personnel, contre un règlement intérieur trop strict et répressif, le refus de toutes formes de répression, le droit d'expression, d'affichage et de réunion, pour un statut de travailleurs en formation (ce qui implique un salaire au moins égal au SMIC et une formation de qualité).

(Suite p. 4)

LES PAYS ARABES PROTESTENT CONTRE LES MENACES DE GISCARD

Les menaces de Giscard d'Estaing d'une intervention française au Liban ont provoqué l'unanimité des pays arabes.

Tous dénoncent cette ingérence dans les affaires intérieures libanaises.

Lundi matin, Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, a réuni les ambassadeurs arabes, accrédités à Beyrouth et leur a demandé de dénoncer les intentions françaises.

L'Agence palestinienne d'informations «Wafa» indiquait lundi soir que Yasser Arafat a demandé aux ambassadeurs arabes d'informer leurs gouvernements respectifs du danger que représentent les déclarations du président Valéry Giscard d'Estaing concernant l'envoi de troupes françaises au Liban.

«Il a souligné que la révolution palestinienne a pris conscience depuis longtemps des dangers que représentent les interventions étrangères» a indiqué «Wafa». L'agence

ajoute que le représentant de l'OLP à Paris a été chargé «de protester auprès des autorités françaises contre les déclarations du président Valéry Giscard d'Estaing».

Le Koweït et l'Algérie ont également énergiquement protesté.

Dans un appel qu'il a adressé aux chefs d'État et de gouvernements des pays non-alignés, le président Boumédiène déclare :

«Les préparatifs entrepris par le gouvernement français en vue d'une intervention militaire au Liban constituent un événement d'une gravité exceptionnelle qui ne s'inspire que des expéditions coloniales du passé.»

Au Qatar, le journal «Al Arab» écrit quant à lui :

«Le fait même que des étrangers se trouvent sur le théâtre explosif du Liban ne fera que compliquer davantage les choses et pourra faire éclater de nouveaux conflits tout en anéantissant les résultats des autres médiations.»

Université

Montpellier

LES ETUDIANTS BOYCOTTENT LES EXAMENS

DES RESPONSABLES DU SNESUP PRETENT MAIN FORTE AUX CRS

Nantes

LA GREVE CONTINUE

P. 3

Un important document du comité central du Parti communiste d'Italie (M-L)

Les révisionnistes italiens contre la classe ouvrière italienne

Dans l'un de ses récents numéros, le journal «Nuova Unità», organe central du PCI (ml), publie un important document de son comité central sur le développement actuel de la lutte de classe en

Cet article démasque notamment le «compromis historique» claironné par le dirigeant du parti révisionniste italien, Enrico Berlinguer qui définit le parti démocrate comme «un grand parti populaire». Par cette politique, les dirigeants révisionnistes italiens s'offrent comme administrateurs du pouvoir bourgeois, aptes à «résoudre» la crise du capitalisme. Afin d'entrer au gouvernement, les révisionnistes italiens offrent ce qu'ils qualifient de «la base du consensus, la confiance, le prestige et la force nécessaire pour sortir le pays de la crise, c'est-à-dire leur aptitude à tromper les masses populaires, à convaincre les ouvriers d'accepter les plans du capitalisme. Cherchant à persuader les ouvriers italiens de renoncer à la lutte contre le coût croissant de la vie, ils servent ainsi le projet capitaliste de restructuration de l'appareil de production, pour rendre plus efficace le système d'exploitation des travailleurs.

DES SEMEURS D'ILLUSIONS RÉFORMISTES

Le document souligne plus loin que le danger de la politique des dirigeants du parti révisionniste italien, réside dans le fait qu'elle dissimule le véritable projet de la bourgeoisie, en semant des illusions réformistes dans les rangs de la classe ouvrière et des masses populaires. La principale de ces illusions, à l'heure actuelle, est celle

qu'un «gouvernement de la gauche» avec la participation du parti révisionniste, résoudrait la crise et en conséquence, transformerait le sort des ouvriers.

«La politique du compromis historique, affirme le CC du PCI (ml), désarme les masses en préconisant un antifascisme faux, fondé sur l'alliance avec le plus grand parti de la bourgeoisie, motrice du fascisme, en prétendant que le danger du fascisme ne provient que de quelques groupuscules d'ultra-réactionnaires, que l'État «démocratique» se charge d'écraser s'ils tentent d'attaquer».

Italie. Le texte fournit chiffres et faits sur la grave crise économique qui affecte les monopoles italiens, la dévaluation continue et spectaculaire de la lire, la hausse des prix, le chômage, etc...

d'étouffer la lutte anti-impérialiste.

L'ITALIE POINT CHAUD DE LA RIVALITÉ DES DEUX SUPERPUISSANCES

«En Europe et dans la Méditerranée, où se développe la rivalité des deux superpuissances, USA et URSS, pour l'hégémonie, l'Italie représente le maillon faible. Mettant à profit la crise économique italienne, l'URSS de Brejnev, à travers des accords économiques et d'autres moyens, cherche à s'assurer des positions solides dans notre pays, en s-

menace croissante de l'impérialisme américain qui est décidé à faire toujours plus de l'Italie une de ses bases en Méditerranée et sous la menace du social-impérialisme russe qui dissimule son activité de pénétration sous le masque de la solidarité internationale entre les peuples et la rivalité avec l'autre superpuissance sous le masque de l'anti-impérialisme».

En conclusion, la déclaration du CC du PCI (ml) traite des tâches qui, dans cette situation, se posent aux marxistes-léninistes italiens. «Notre parti, conclue-t-elle, a continuellement lutté et continuera à lutter pour



Les premières affiches électorales du Parti révisionniste italien : «Avec le PCI pour sauver l'Italie... capitaliste !

Pour s'assurer le consensus des Américains à leur participation au gouvernement, les dirigeants du PCI ont fait des concessions importantes à l'impérialisme US, en acceptant ses bases militaires en Italie, en s'efforçant par tous les moyens

de torpiller l'influence des USA. L'Italie est de plus en plus au centre de cette rivalité, l'arène de l'activité de la CIA américaine et du KGB russe. Les flottes des deux superpuissances croisent dans nos mers. Notre pays est sous la

affirmer toujours plus dans la réalité de notre pays, la ligne de la révolution prolétarienne sur laquelle peut et doit être édifiée l'unité des marxistes-léninistes et de toutes les forces révolutionnaires.»

Titres et sous-titres sont de la rédaction de notre journal.

Nombreuses actions du SWAPO contre les racistes d'Afrique du Sud

Les guerilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) ont intensifié leur lutte armée et anéanti environ 100 occupants racistes sud-africains au cours des quatre derniers mois. Ils ont aussi blessé de nombreux ennemis et leur ont infligé de lourdes pertes en matériel, a déclaré Lucas Pohamba, représentant en chef en Afrique de l'Est lors d'une conférence de presse tenu à Dar Es-Salam.

Le 22 avril, opérant dans la région nord-est entre Ovamboland et Okavango,

ils ont dressé une embuscade à un détachement motorisé de l'armée raciste. Au cours d'un combat, 29 ennemis ont été tués, 60 autres blessés, tandis que 4 chars blindés et 4 jeeps militaires étaient complètement détruits.

Le 19 avril, un commando de sabotage a attaqué l'édifice du bureau de sécurité d'État à Windhoek, capitale de la Namibie, tuant 4 policiers et en blessant 20 autres.

Du 7 au 18 mars, les forces de libération du SWAPO ont eu un engagement armé avec

les troupes sud-africaines patrouillant dans la région frontière entre la Namibie et l'Angola. Les unités anti-aériennes du SWAPO ont abattu 3 hélicoptères et un avion militaire de l'armée raciste sud-africaine, détruit 7 véhicules, tué 45 ennemis et blessé plusieurs autres.

Le 20 février, les guerilleros du SWAPO opérant dans la région minière de Tsumeb, située à plus de 280 km de la frontière angolaise, ont lancé une attaque contre un important domaine agricole

où les Africains sont employés comme esclaves. Les travailleurs se sont retournés contre leurs exploités après leur libération. Tous les bâtiments d'administration du domaine ont été complètement détruits.

Le 15 janvier, les guerilleros ont lancé une autre attaque surprise contre un centre ennemi de communications militaires, situé dans la zone d'opération nord-est tuant ainsi 20 soldats sud-africains, détruisant 4 véhicules et une jeep.

Contre la répression en France

La solidarité des marxistes-léninistes étrangers

La solidarité des prolétaires ne connaît pas de frontières. Après nos camarades du Parti ouvrier et paysan de Turquie, de «El Amel Tounsi» (le Travailleur tunisien), le Parti communiste de Belgique (marxiste-léniniste), l'Union communiste pour la reconstruction du parti du prolétariat (marxiste-léniniste) du Portugal, la Ligue Octobre des USA, viennent d'en apporter concrètement la preuve à travers leur presse dont nous reproduisons ci-dessous des extraits.

PORTUGAL

MANIFESTATION DEVANT L'AMBASSADE DE FRANCE A LISBONNE

Dans son numéro 15, le journal de l'UCRP (ml), «O Communista», écrit :

Levant bien haut le drapeau de l'internationalisme prolétarien, notre organisation appelait le samedi 8 mai à une manifestation de solidarité avec les communistes et le peuple français qui se mobilisaient le même jour dans une campagne nationale contre la répression déclenchée par le gouvernement contre les marxistes-léninistes et le peuple de France.

Répondant à cet appel, un rassemblement s'effectuait à partir de 11 heures samedi près de Santos. La manifestation commençait à midi et se dirigeait vers l'ambassade de France en passant devant le local du parti. Durant le parcours étaient lancés, avec une grande ardeur révolutionnaire, les mots d'ordre suivants : «Peuple portugais-français, solidarité !», «A bas la répression, liberté immédiate pour les prisonniers politiques !», «PCMLF !», «Mort au social-fascisme et au fascisme et à ceux qui les appuient !», «Vive l'internationalisme prolétarien !», «A bas le capitalisme, vive la révolution prolétarienne mondiale !». A l'ambassade de France une délégation remettait à l'ambassadeur de France au Portugal la motion suivante :

«Devant la vague de répression que le gouvernement français a déchaînée contre les communistes marxistes-léninistes de France et contre les ouvriers, les paysans, les étudiants, les travailleurs immigrés et les autres travailleurs, qui luttent pour de meilleures conditions d'existence et contre les inégalités sociales.

«L'Union des communistes marxistes-léninistes portugais en son nom et en celui du peuple portugais, proteste vigoureusement contre cet arbitraire policier et exige la libération immédiate des marxistes-léninistes, parmi lesquels Romain Le Gal, et des autres prisonniers politiques comme Siméoni et Tisseyre.

«L'UCRP (ml) exige l'annulation des accusations portées contre les ouvriers, paysans, travailleurs immigrés, en la personne des communistes marxistes-léninistes de France.

«L'UCRP (ml) a demandé à l'ambassadeur de France de communiquer cette protestation à son gouvernement.»

Non à la répression !

Liberté immédiate pour les prisonniers politiques français !

BELGIQUE

DANS LEUR JOURNAL «CLARTÉ-L'EXPLOITÉ» NOS CAMARADES BELGES ÉCRIVENT :

A notre tour, nous exprimons au camarade Romain Le Gal l'entière solidarité de la rédaction de «Clarté-l'Exploité» et de tous les militants de notre parti. Nous exigeons sa libération, l'abandon des poursuites non seulement contre lui et les autres camarades poursuivis, mais aussi contre tous les militants ouvriers, paysans, étudiants, victimes de la répression bourgeoise.

Nous disons d'un même cœur «A bas l'interdiction du PCMLF !» et «Vive l'action révolutionnaire du PCMLF qui conduira le peuple de France à la victoire !». En envoyant notre salut à Romain Le Gal, nous renouvelons l'expression de l'amitié et de l'unité totales qui unissent les communistes marxistes-léninistes de France et de Belgique !

ETATS-UNIS

Le journal «The Call», organe de la Ligue Octobre (marxiste-léniniste) publie une information dans son numéro du 10 mai à propos de l'arrestation de nos camarades de Lorient.

Le journal déclare entre autres : «Cette action montre la peur de la bourgeoisie française vis-à-vis du développement de la force et de l'unité du mouvement marxiste-léniniste. L'Humanité rouge, le quotidien légal qui soutient la ligne du PCMLF, a appelé à une journée nationale d'action, le 8 mai, contre toutes les mesures de répression prises récemment par le gouvernement français.»

Luttes étudiantes

Montpellier

Les étudiants boycottent les examens

Les révisionnistes prêtent main-forte aux CRS

Lundi matin les étudiants de la faculté de Lettres ont mis en place un piquet de grève pour que le boycott des examens soit effectif, ce boycott ayant été décidé majoritairement en assemblée générale. Environ une soixantaine d'étudiants étaient présents dès 6 heures du matin pour empêcher que les étudiants

réactionnaires ne pénètrent pour y faire les examens. Les étudiants qui sont arrivés pour passer leurs examens n'ont pas opposé de résistance et dans leur grande majorité se sont pliés à la décision du piquet de grève. Voyant cela le doyen a appelé la police qui était dans les environs, les CRS sont arrivés et ont chargé le piquet de grève. Ils sont ensuite rentrés dans la «fac» poursuivant les étudiants du piquet de grève, lançant des grenades lacrymogènes, tabassant les étudiants, ils ont même lancé des grenades lacrymogènes dans les «amphis» où se trouvaient déjà des étudiants, empêchant ainsi toute possibilité de rester dans la salle. Le doyen désignait aux flics les étudiants à arrêter, les «profs» du SNESup faisaient de même. Il y a même eu le secrétaire du SNESup, le dénommé Huart, membre du PCF, qui a tapé sur un étudiant.

Cela s'est soldé par la fermeture de la faculté et 7 étudiants arrêtés. Devant cela, à 14 heures, une assemblée générale a été convoquée pour préparer la riposte et continuer le boy-

cott. Deux positions se sont alors affrontées.

La première défendait le principe d'un piquet de grève ferme avec service d'ordre efficace, équipé, pour faire face aux flics, un service d'ordre de masse organisé par petits groupes d'intervention au sein de rassemblements de masse. Cette position a été majoritaire.

La deuxième parlait d'un rassemblement avec service d'ordre sans équipement, uniquement défensif, soutenu par Révolution et la Ligue (LCR) qui ont été minoritaires. Se trouvant minoritaires, les trotskystes ont refusé de se plier à la majorité pour organiser effectivement le boycott par la violence de masse. Ils ont refusé de s'intégrer dans les groupes d'intervention de base et ont fait une réunion scissionniste, qui montre bien le vide et les illusions qu'ils veulent répandre sur la prétendue unité du mouvement étudiant, qu'ils sont tout prêts à trahir dès qu'ils n'en ont plus la direction. Ils sont maintenant largement dénoncés et cette réunion scissionniste n'a réuni qu'une petite fraction des étudiants.

Nantes

La grève continue

Depuis une semaine à Nantes les assemblées générales sont inter-facultés. Lundi après-midi à 14 heures s'est tenue une assemblée générale, qui aux dires de certains serait décisive pour la suite du mouvement. L'AG a débuté par un compte-rendu de la coordination nationale de Rennes où l'attitude des organisations trotskystes a été dénoncée. A cette AG, des non-grévistes de tout poil étaient venus en force, depuis les fascistes notoires jusqu'aux révisionnistes. Le débat a tourné autour du problème des examens, 4 propositions ont été faites :

1) Acceptation des exigences du président de l'université, c'est-à-dire : reprise immédiate des cours avec rattrapage et les examens portant sur l'ensemble du programme.

2) Motion proposée par le comité de grève : examens en juin sur le programme vu, sous le contrôle des étudiants, et même modalité pour les 3 facs. En cas de refus de cette motion, boycott.

3) Proposition corporatiste de certains éléments des 3 premières années de Droit, c'est-à-dire la reprise des cours dès mardi et examens en septembre.

4) Boycott — proposition retenue par la JCMLF. Le diktat du président de l'université a été rejeté. Nous avons d'ailleurs vu l'UNEF trouver une place qui lui est chère au sein de la bourgeoisie en accord avec les fascistes. L'UNEF a voté pour le diktat du président de l'université.

La motion du comité de grève a été retenue, le boycott restant la dernière arme en cas de refus de l'administration.

Un membre du comité des inculpés lorientais a fait voter massivement une motion exigeant la libération de Romain Le Gal, de tous les prisonniers politiques ainsi que la dissolution de la cour de sûreté de l'État.

Des étudiants marxistes-léninistes des facultés en grève de Nantes : Droit, Sciences économiques, Sciences et Lettres.

LES DIRIGEANTS DU PCF? DES AUXILIAIRES DU SOCIAL-IMPERIALISME RUSSE

Les dirigeants du PCF ont organisé le week-end dernier deux journées d'études consacrées à leur politique extérieure. A l'heure où ils cherchent à apparaître indépendants du social-impérialisme russe, ceci ne manque pas d'intérêt — et permet de constater une fois de plus qu'ils soutiennent la politique hégémoniste de ce dernier. Toute leur politique vise à masquer le vrai visage du social-impérialisme russe, ses préparatifs de guerre, à faire des propositions conformes à ses ambitions. Dans le cadre de la rivalité entre l'URSS et les USA pour le contrôle du monde ils agissent pour renforcer les positions de Moscou.

Regardons-y de plus près.

«L'Humanité» de lundi par exemple, déclare que «L'Union soviétique est un État pacifique» et qu'«elle n'a pas l'intention d'attaquer qui que ce soit». Pourquoi donc alors a-t-elle aujourd'hui le plus important budget militaire du monde ? Pourquoi le ministre de l'Industrie militaire a-t-il été promu dernièrement membre du Bureau politique du parti de Brejnev ? Pourquoi déploie-t-elle sa flotte de guerre sur les mers et les océans ? Pourquoi a-t-elle envahi la Tchécoslovaquie ? Pourquoi est-elle intervenue massivement en Angola ? En vérité, les dirigeants du PCF veulent endormir la vigilance de notre peuple.

C'est là également le but recherché par leur propagande sur la «détente». «La première condition de la sécurité du pays, c'est que la France travaille à affirmer la détente internationale» ont-ils encore affirmé au cours du week-end. Leurs paroles sur la «détente» visent à dissimuler la réalité des préparatifs guerriers de l'URSS et à amener notre peuple à ne pas en prendre

conscience. Ils reprennent à leur compte la proposition d'un «Traité mondial de non-recours à la force» proposé par l'URSS. Là encore il ne s'agit que d'endormir l'opinion publique. Quelle confiance pourrait-il y avoir à l'égard de ceux qui n'ont pas hésité à lancer leurs chars sur la Tchécoslovaquie ? Si l'URSS était réellement décidée à ne pas recourir à la force elle n'aurait qu'à le prouver en retirant ses troupes d'occupation et ses bases militaires des pays qu'elle occupe. Ils exigent également que le gouvernement français s'engage à ne jamais employer en premier l'arme nucléaire. Mais pourquoi n'exigent-ils pas la même chose de l'URSS ? Celle-ci s'y est toujours refusée. Seule la Chine a pris un tel engagement.

Ils voudraient encore que la France participe aux fameuses conférences sur le «désarmement» qui se sont engagées depuis plusieurs années et à l'ombre desquelles le social-impérialisme n'a cessé de renforcer son armement nucléaire et conventionnel. Là aussi leur but est avant tout de semer le maximum d'illusions. Tandis qu'on parle de «désarmement», l'URSS renforce son arsenal d'agression. Enfin, ils voudraient que la France établisse des liens étroits dans les domaines industriels, technologiques, etc. avec l'URSS, afin de la rendre plus dépendante de cette dernière. Ils annoncent la couleur en affirmant : «Dans l'avenir, l'extension du secteur public et nationalisé lui permettra de jouer un rôle moteur dans cet essor».

Ce qui signifie qu'au gouvernement ils utiliseront les nationalisations pour établir des liens étroits avec l'URSS.

LA VIOLENCE DES MASSES

(Suite de la p. 1)

Face à un pouvoir qui s'affole devant la montée des luttes, la violence de masse est une arme pour que les luttes aillent de l'avant.

Cette violence n'est pas celle de quelques individus, c'est celle de milliers de travailleurs, de gens du peuple, qui se défendent contre l'exploitation, contre les agressions policières. C'est une violence légitime.

Nécessaire aujourd'hui dans les luttes quotidiennes, elle le sera bien plus quand il s'agira d'en finir avec le système capitaliste, avec la dictature de la bourgeoisie.

Celle-ci en effet, pour défendre son pouvoir, ne reculera pas alors devant le déchainement de sa violence contre les travailleurs. Ceux-ci devront être prêts à y faire face.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

Une lettre du fils de Gilbert Mury

A la suite de l'article concernant Gilbert Mury dans un de nos récents numéros, nous avons reçu la lettre suivante émanant de son fils Francis Mury, administrateur de la Librairie «Floréal» et directeur de la revue de jeunes révolutionnaires «L'encrier».

Réponse au camarade Jurquet

Camarade, Je tiens ici à te remercier pour le salut fraternel que tu viens de porter lors du premier anniversaire de la mort de mon père Gilbert Mury.

Il est vrai que certaines contradictions au sein du peuple existaient entre lui et toi et tes camarades. Ces contradictions ne sont rien aujourd'hui auprès de celles qu'il connaissait avec ceux qui récupèrent son enterrement, pour magouiller tout de suite après avec différents mouvements trotskystes.

Il avait dû sentir déjà ce vent pénétrer les rangs du PCR (ml), puisque les positions révisionnistes prises à l'intérieur des Comités Indochine-Palestine lui firent quitter ce soi-disant mouvement anti-im-

périaliste, aujourd'hui inexistant.

Certain que dans les conditions présentes les contradictions qui vous opposaient, seraient effacées, permets-moi, camarade, de te remercier et de saluer l'étendard de la Révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat que tes camarades et toi-même portez si haut.

Francis Mury.

Note de l'HR : tout en étant très sensible au contenu fraternel de la lettre de Francis Mury, le Comité de rédaction souligne que sa sévérité polémique n'engage, dans sa forme, que son auteur. Nous pensons qu'il y a dans les rangs du PCR (ml) nombre de militants qui récusent toute orientation trotskyste ou révisionniste et se réfèrent en l'occurrence à la mémoire de Gilbert Mury lui-même.



Dans les usines et les écoles

Mobilisation contre la répression et pour les revendications

(Suite de la p. 1)

HOPITAL RAYMOND POINCARÉ (GARCHES) LES FLICS CONTRE LES ELEVES INFIRMIERES

Vendredi soir, «Madame la directrice» s'est trompée, de même que ces «messieurs» du PCF qui de prime abord ne voulaient rien faire, considérant cela comme une provocation. Aujourd'hui ils tentent de récupérer la lutte en faisant un panneau sur la répression. Vers quelle voie de garage ces messieurs les donneurs de leçons veulent-ils mener les élèves-infirmières ?

Ainsi les élèves infirmières sont renforcées dans leur détermination et leur premier objectif c'est de géné-

raliser l'action à toutes les écoles d'infirmières de l'Assistance publique, et elles entendent mener une lutte globale pour la suppression immédiate de toute sanction, blâme, colle, etc.

«A la répression nous répondrons par l'action, disent-elles, par la lutte de toutes les élèves infirmières, et c'est ce que nous faisons actuellement en reconduisant la grève chaque jour en AG.»

Correspondant HR avec des élèves infirmières de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches.

TRANSPORTS DANZAS (PARIS 12E) APRES LA PREMIERE SEMAINE DE GREVE

La grève s'est encore durcie (elle est suivie maintenant à 100 %). Aussi la direction a attaqué en justice 28 «meneurs» (dont un travailleur en congé et deux en maladie...) Elle les accuse de violences et de dégradations dont ses cadres musclés sont les seuls responsables. Cette attaque n'a fait que renforcer la détermination des grévistes. Les 28 ont décidé de ne pas se rendre à l'audience. Pour justifier ses accusations quelques heures avant l'audience du tribunal, vendredi 21, la direction a organisé une provocation de grand style. Elle a échoué, mais un gréviste a été blessé par les gorilles du patron et il a dû être hospitalisé.

Leclavier, permanent CGT des transports, avait conseillé aux accusés de ne pas insister sur les violences patronales «pour ne pas effrayer le juge». Le juge n'ayant pas ordonné l'expulsion des grévistes, Leclavier a senti le moment favorable, et il est allé à l'entreprise annoncer la bonne nouvelle... accompagné de Lucien Villa, député PCF du 20e.

Ce «monsieur» s'est déjà illustré comme ennemi des travailleurs immigrés (sabotage de la grève de la faim des immigrés sans papier à Ménilmontant), et comme un ennemi des peuples arabes (il est membre de l'Amicale parlementaire France-Israël, présidée par le fasciste Bénouville). Pendant que ses associés distribuaient des bulletins d'adhésion, il a fait des discours démagogiques, promis des interventions auprès du gouvernement, etc.

Le lendemain, l'Humanité titrait : «28 grévistes adhèrent au PCF». Outre

ce chiffre est grossièrement exagéré, cela montre comment le PCF «soutient» les travailleurs : il ne soutient que sa propre politique, la preuve : l'article qui suit déforme les revendications et ne dit rien des 28 inculpations. Quand ils ont vu ça, des travailleurs qui avaient adhéré la veille ont déchiré leur carte ; un autre a dit : «Je suis en grève contre mon patron, pas pour leur politique».

Sentant le danger, le PCF est revenu le dimanche distribuer des poulets rôtis et des camemberts. Cela n'empêche pas les travailleurs, rendus méfiants par ce genre de soutien, de déclarer : «Nous entendons mener notre lutte en toute indépendance de quelque organisation politique que ce soit» (tract du 24 mai).

Correspondant HR.

A L'ÉQUIPEMENT D'ANGERS UN MILITANT SYNDICALISTE SANCTIONNÉ

Costet, chef du personnel du ministère de l'Équipement a finalement signé le blâme contre le militant CGT de la DDE (équipement) d'Angers.

Il en a profité pour en donner un aussi à un autre militant de la CGT du ministère qui avait fait signer une pétition sur le temps de travail.

Mardi 11, on apprenait que Costet était prêt à céder ; or il déjeunait le 12 avec Chirac qui déclarait alors : «Nécessité de respecter et de faire respecter l'obligation de réserve, expression de la neutralité que doivent observer les fonctionnaires et qui fait partie des grandes traditions de l'administration française».

Comme si l'État était neutre, comme si la Fonction publique était au-dessus des classes ; or comme la justice est une justice bourgeoise (cf l'affaire Agret, les affaires devant la cour de sûreté de l'État, les accidents du travail...), l'Équipement est au service des patrons, des promoteurs et des grands monopoles (banques, entreprises du bâtiment et des travaux publics).

On n'a pas pu faire lever le blâme. L'information que nous avions envoyée à l'Union des fédérations de fonctionnaires CFDT (UFFA), à notre syndicat national (USE-CFDT), à la confédération n'a pas été popularisée dans les autres DDE et administrations avant que le blâme ait été signé. Ils n'ont même pas fait pression contre Costet. Mieux, le dossier qu'on avait

envoyé à la confédération a été renvoyé à l'UFFA comme si le problème de la répression syndicale ne concernait que la Fonction publique.

Il en est de même pour la CGT. Quant à FO et à la CFTC, leurs bureaux nationaux étaient contre le mouvement : sa forme démocratique, de masses et sa détermination. Ils étaient en désaccord avec leurs sections d'Angers ce qui n'a pas à nous étonner vu le caractère de collaboration de classe de ces syndicats.

Maintenant on doit imposer à la direction les revendications qui peuvent être obtenues localement :

- une heure d'information mensuelle sur le temps de travail,
- reclassification d'agents particulièrement mal classés, la suppression de la note des auxiliaires, un 13e mois réparti mensuellement et intégré au salaire pour les auxiliaires (qui sont moins payés que les titulaires), de meilleures conditions de travail.

On doit préciser, populariser nos revendications nationales :

- 300 F pour tous
- 2 000 F salaire minimum
- titularisation de tous les auxiliaires, sur place, immédiatement et sans concours
- augmentation des effectifs

On ne gagnera pas par des journées nationales d'action ou des grèves de 24 heures mais par un mouvement de masse.

Des travailleurs de l'Équipement.

DANS LE LOIRET : RIPOSTE DES ENSEIGNANTS

Plusieurs centaines d'enseignants ont manifesté (environ 500) mardi après-midi 18 mai, à Blois, contre la répression en scandant «A bas la répression, tous unis nous vaincrons». De nombreuses sections du SGEN-CFDT ont participé à cette journée d'action. Dès le matin, les manifestants arrivèrent des 4 coins de l'Académie. Des camarades d'Orléans, de Gien, de Montargis représentaient le Loiret, d'importantes délégations de l'Indre-et-Loire, de l'Indre, du Loir-et-Cher, du Cher, de la Nièvre, de l'Yonne et même de la Côte-d'Or prirent part à ce rassemblement.

La grève du 18 mai, dans l'académie d'Orléans-Tours

était surtout centrée sur la défense de Paul Pouvillon éducateur au lycée agricole de Vendôme, victime d'une cabale orchestrée par son directeur Rembert (ingénieur agronome et ancien lieutenant) et le président de l'Association «Lagarde» des parents d'élèves. Pour avoir amené ses élèves à réfléchir sur le chômage, le capitalisme, Paul Pouvillon se trouve aujourd'hui suspendu de traitement pour 3 mois !!

La matinée du 18 mai fut consacrée à un important forum où furent recensés et dénoncés tous les cas de répression dont sont victimes actuellement de nombreux enseignants.

Correspondant HR.

Ratier-Forest (Capdenac)

Au service après vente

VICTOIRE DES GREVISTES

Après 4 semaines de grève, les grévistes du SAV viennent d'obtenir satisfaction sur de nombreux points : indemnité mensuelle de dépaysement : portée à 1050F indexée sur le salaire (au lieu de 840F) indemnité de chantier étranger : zone 3 (Corée du Sud, Japon, URSS, etc) majorée de 50 % indexée sur le salaire, zone 2 (Europe) majorée de 30 % indexée sur le salaire indemnité fixe majorée de 50 %

Retour chantier étranger : zone 1 : retour tous les quinze jours au lieu de quatre semaines, zone 3 : pas de limitation de durée des chantiers, mais estimation avant le départ, deux personnes sur les chantiers (minimum)

Retour chantier français : retour hebdomadaire, ouverture du chantier le lundi à 14 h, fermeture du chantier le vendredi à 12 h (au lieu, dans la plupart des cas, d'un retour par quinzaine, d'un départ le dimanche soir et d'un retour le samedi)

Réintégration usine : garantie de 2 réintégrations immédiates, réintégration d'une personne tous les 6 mois à Capdenac. A la réintégration, les coefficients et les conditions de salaire (base 40 h) seront maintenues (alors qu'avant le personnel de l'après-vente y était pour la vie !)

Suppression des 2 samedis gratuits par mois

A l'issue de la grève, quelques leçons tirons-nous de son

succès ? Nous approuvons l'analyse qu'en fait la section CFDT :

a) l'unité préservée tout au long du conflit, cela ne veut pas dire absence de discussions, d'avis différents, mais l'important c'est d'avoir une attitude unitaire devant tous les problèmes, après discussions.

b) le soutien de la section syndicale CFDT. Ce soutien s'est manifesté dès les premières heures et la section CFDT est apparue comme un outil indispensable au service de la lutte des travailleurs.

c) une grève offensive. Une grève doit être active car la grève des bras croisés est une bêtise et une faute :

- tracts et popularisation, discussions dans l'usine
- collectes, affiches, conférence de presse

- contacts avec GSP, Ratier et diverses usines en France
- d) la solidarité ouvrière. Elle s'est manifestée dans l'usine, tout au long de la grève. Bien sûr, quelques jaunes sont partis à la place des grévistes, mais ils n'ont pu remplacer totalement le SAV...

Pour les travailleurs de la région, cette victoire est un camouflet pour les révisionnistes de Ratier-Figeac (usine aéronautique du même groupe), qui ont maintes fois attaqué les travailleurs de Capdenac et leur section syndicale CFDT.

Correspondant HR.

A LA CHAILLOTINE INTIMIDATIONS POLICIERES

Après huit semaines de grève les ouvriers et les ouvrières de la Chaillotine en lutte sont plus que jamais déterminés, malgré le refus de négociation concrète de M. Bourgoïn et les interventions répétées des gendarmes qui n'hésitent pas à convoquer les grévistes à plusieurs reprises en disant : «Si tu parles, tu auras du café» ou «Si tu ne parles pas, tu dormiras en taule» !

Ça ne risque pas qu'ils aillent voir les patrons en employant le même vocabulaire, ou qu'ils les gardent des jours entiers à les cuisiner pour qu'ils respectent la loi et ne prennent plus tant de liberté sur le dos des ouvriers.

Les grévistes sont accusés de violence, mais qui li-

cencie sept membres du personnel pour «abus de confiance et fait de grève» ? Les grévistes revendiquent simplement des salaires décents, et refusent énergiquement l'exploitation et le licenciement de leurs camarades.

La bourgeoisie appelle violence vider un camion ou plusieurs de leurs caisses «vides» !

C'est un technicien avicole qui, le jour de la manifestation à Corlay jeudi dernier, s'est permis de frapper une femme et de lacérer la tente qui nous servait de piquet de grève. C'est un M. Charlot qui nous a menacés d'une arme ce même jour en criant : «Je vais vous descendre». Mais si lui avait un pistolet, il y avait

aussi aux fenêtres de son appartement un de ses hommes avec une carabine.

Selon la «justice» bourgeoise, seuls les bourgeois ont le droit de vivre. Seulement pour cela ils ont besoin de nous, ouvriers, paysans, et même des chômeurs. Ils voudraient que ce soit facile de mettre quelqu'un à la porte sachant que pour un ouvrier balancé, les patrons auront 10 chômeurs pour prendre sa place et travailler pour un salaire de misère.

Seulement l'époque du loup et de l'agneau est révolue ou du moins en bonne voie. Le plus faible devient le plus fort. Camarades, levons les poings, contre toute la classe des patrons.

Correspondant HR.



la France des luttes

CALBERSON LE MANS :
LA RÉINTÉGRATION EST OBTENUE

Le responsable du service arrivage en gare SNCF ne plait pas au directeur : il ne joue pas les garde-chiourmes, et ne passe pas son temps à surveiller les ouvriers. Le 18 mai il est mis à pied, et le lendemain dans la journée il reçoit une lettre de licenciement. Dès le début les travailleurs du service gare (en majorité des chauffeurs-livreurs) sont prêts à réagir. Le 19 au soir, la direction commence à reculer et convoque l'agent de maîtrise pour une réunion le 20 au matin. C'est pendant cette réunion que les travailleurs débrayent jusqu'au retour de leur chef de service. Ce qui arrive 1/2 heure plus tard. Une nouvelle victoire des travailleurs de Calberson-Le-Mans.

Correspondant HR.

Centre FPA-Métaux (Bordeaux-Bègles)

REVELATIONS DE MANOEUVRES
ANTI-OUVRIERES

Le 20 mai, à l'initiative de certains stagiaires, un débrayage (regroupant une large majorité de stagiaires) a eu lieu à 10 h 15. A 10 h 30, une assemblée générale s'est

tenue dans la cour, où chacun a pu s'exprimer démocratiquement. Après débat, une écrasante majorité des présents s'est prononcée par vote à main levée pour :

— la grève pendant toute la journée (sur la base des revendications définies par la coordination nationale du 24/4/76)

— création de commissions pour étudier les revendications nationales (distribuées la veille sous forme de tracts) et les revendications locales

— se rendre à la Direction départementale de la main-d'œuvre avec les revendications.

A l'issue de cette première partie, l'assemblée générale a pris connaissance d'un document très édifiant.

Il s'agit d'un enregistrement sur magnétophone. La scène enregistrée est une communication téléphonique entre un stagiaire (qui se fait passer pour directeur du personnel d'une entreprise) et l'adjoint-technique (sous-directeur du centre), M. Tujague (entretien téléphonique en date du 19/5).

Le prétendu directeur du personnel demande des renseignements sur un élève arrivant en fin de stage, et soi-disant candidat à un poste. M. Tujague répond avec réticence sur la valeur professionnelle du stagiaire, mais est finalement bien forcé de reconnaître la réalité de cette valeur. Par contre, il s'empresse de déconseiller l'embauche du stagiaire. Quelques citations :

«Vous auriez la merde. (...) C'est un gauchiste ; c'est

un syndicaliste CFDT, mais plutôt «dur», vous voyez ? (...) C'est vraiment pas quelqu'un d'intéressant. (...) Il entraîne avec lui d'autres gars assez tranquilles, qui n'y penseraient pas sans lui. (...) Bien entendu, je ne vous ai rien dit !»

Mais M. Tujague ne s'en est pas tenu là ! Sans même être sollicité, il ajoute :

«Si vous voulez embaucher d'autres stagiaires tourneurs de chez nous, surtout ne prenez pas...» Suit un autre nom de stagiaire, et des appréciations identiques que précédemment. Pas un seul mot sur la valeur professionnelle !

Et, pour terminer, ce beau monsieur offre ses bons offices :

«N'hésitez pas à m'appeler chaque fois que vous en aurez besoin. (...) Je vous donnerai tous les renseignements voulus.»

J'allais oublier : M. Tujague est membre du PCF...

Note : certains moniteurs (une infime minorité, en fait) se sont opposés au débrayage des stagiaires, allant jusqu'à s'enfermer à clef avec eux dans l'atelier (pour éviter tout contact extérieur) et à proférer des menaces physiques (marteau brandi).

Plusieurs membres du «comité de chômeurs CFDT» sont venus nous voir et nous apporter leur témoignage (plusieurs d'entre eux sont d'anciens stagiaires). A midi nous avons décidé et réussi à les faire manger à la cantine (contre un paiement tout à fait normal), mais non sans avoir dû affronter les responsables administratifs, qui voulaient s'y opposer.

UNE SOLIDARITÉ EXEMPLAIRE
DES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS
A DREUX

Depuis le 13 mai la majorité des ouvriers et ouvrières de la Comasec (ganterie, étuis, etc.) font grève pour 2 000 F mini, primes non comprises pour 40 heures par semaine : établissement d'une grille de salaires ayant pour base la catégorie OS1 à 11,30 F ; suppression des 4 jours de carence maladie ; prime de 40 F pour l'équipe de nuit et de 10 F pour l'équipe de jour. Au trempage, postes les plus durs, les ouvriers immigrés ont obtenu 2 100 F pour 40 heures. Mais ils n'en continuent pas moins de soutenir activement leurs camarades. Dès le début, la direction avait convoqué un huissier et tenté d'organiser un vote. Du coup ouvriers et ouvrières ont décidé de bloquer les portes. Une affiche dénonce la prétendue «liberté du travail» défendue par les patrons et invite tous les ouvriers à rallier les grévistes. Unis et déterminés à vaincre, les travailleurs ont décidé d'occuper leur entreprise. C'est la 1ère grande lutte depuis 18 ans. En 1968, il y avait un grève mais sans revendications précises sur la boîte. Il y a une section CGT dans l'entreprise. Des liens s'établissent avec les employés de l'hypermarché Radar toujours en grève pour des revendications du même ordre (cf HR 17 mai).

Correspondante HR.

LE MANS :
LES ÉLÈVES INFIRMIÈRES
DU MANS S'ORGANISENT

Au Mans nous a vons fait une journée d'action avec assemblée générale et discussion en groupe pour débattre autour des thèmes suivants : indemnisation des études, gratuité des soins, une meilleure formation théorique et pratique, reconnaissance des sections syndicales. Suite à cette AG une autre a eu lieu pour faire la mise au point avant d'envoyer une délégation auprès du directeur de l'hôpital. Il fut décidé de demander : «Indemnisation durant toutes les études à 50 % du SMIC, gratuité des soins, une meilleure formation». Le directeur se cache derrière ses textes de loi et nous renvoie au ministère de la Santé (à noter qu'à son avis les élèves infirmières ne font pas le travail d'une infirmière et au contraire sont des charges pour le service !)

NICE : LES ÉTUDIANTS
S'ORGANISENT POUR
EMPECHER LES EXAMENS

A la faculté de Droit et de Sciences économiques de Nice, la grève qui se poursuit est largement majoritaire. Ici comme à la coordination de Rennes et dans d'autres facultés, les étudiants ont décidé d'empêcher toutes les activités pédagogiques et la suppression de la session de juin, incompatible avec la poursuite de la lutte. Les étudiants se sont donnés tous les moyens pour imposer leurs décisions,

des piquets de grève massifs empêchent les examens partiels de se tenir, les cours sont envahis... Le 20 mai, des incidents se sont produits : des enseignants ont foncé dans le piquet de grève et le doyen a été mêlé à une bousculade. La fac étant fermée, 2 portes ont dû être enfoncées pour pouvoir entrer.

Le comité de grève de la faculté de Droit et de Sciences économiques de Nice.

LA GUERRE DES CERISES
DÉCLANCHÉE DANS LE
VAUCLUSE

Pour la première fois depuis 40 ans, plus d'un millier de personnes ont manifesté le 21 mai à Apt de la gare des marchandises à la sous-préfecture. La nuit précédente, un camion chargé de cerises d'Italie avait été arraisonné et brûlé sur place. Ces événements sont la manifestation de la colère des producteurs de cerises devant les bas prix à la production imposés sur le marché par le négoce et les mandataires qui profitent de la bonne récolte de cette saison pour spéculer. En 72, le prix du kilo à la production était de 2,80 F, en 74 de 2,40 F, en 75 de 1,60 F ; prix que veulent encore payer les négociants cette année.

Les producteurs exigent un prix de 3 F du kilo pour pouvoir s'en sortir. Devant la manifestation un cerisier vert à été symboliquement brûlé.

FOYERS SONACOTRA

Des menaces de mort lancées
contre un résident du foyer Ampère de Massy

LE COLONIALISME
A DOMICILE

Le 24 avril à Paris, plus de 15 000 travailleurs français et immigrés ont manifesté en soutien aux grévistes des foyers Sonacotra (photo HR).

Samedi soir, 21 h 45, des menaces de mort, pistolet à la main, ont été adressées à Taieb Kribi au foyer Sonacotra de Massy - 18 rue Ampère.

Taieb a été élu membre du comité de résidents du foyer quand la grève des loyers a commencé en septembre 75. C'est aussi un des membres les plus actifs du Comité de coordination que se sont donnés les foyers Sonacotra en grève, pour faire aboutir leurs revendications et coordonner leur action.

Samedi soir, à l'Assemblée générale des résidents du foyer qui a regroupé plus de 400 personnes sur les 600 résidents, la continuation de la grève a été revotée à l'unanimité. A la fin de l'AG, un agent provocateur du «directeur gérant» du foyer, Ahmed Cherif (recherché en Algérie pour meurtre !) a exigé violemment de Taieb, qu'il fasse arrêter la grève des loyers et qu'il n'y ait plus d'AG démocratique dans le foyer. Quand les travailleurs immigrés se sont interposés pour protéger Taieb, Cherif a sorti un couteau et un pistolet menaçant ceux qui voulaient avancer. Voyant que la situation tournait mal pour son protégé, le gérant M. Artighona a entraîné Cherif dans son appartement. A eux deux, ils essaient d'intimider, dans le foyer, tous ceux qui sont au chômage, ou en situation irrégulière : il y en a beaucoup, en ce moment, parmi les travailleurs immigrés en France !

Pourtant, ils n'arrivent à faire payer leur loyer qu'à une trentaine de résidents du foyer.

C'est à une série de menaces que les résidents des foyers Sonacotra doivent faire face quotidiennement : expulsions des foyers, chantage sur l'emploi, la carte de travail, la carte de séjour, (beaucoup n'ont pas été renouvelées, car il est exigé la quittance du loyer), expulsions hors de France de responsables du Comité de coordination et de certains grévistes bien choisis par le gouvernement, sur des prétextes infamants ; à l'intérieur des foyers, provocations de fascistes et des gérants racistes, télécommandées par la direction Sonacotra (il y a un an déjà, Cherif avait tiré sur deux résidents en blessant un à l'épaule).

Plainte a été déposée auprès de la police, pour que la direction Sonacotra et le gouvernement assument leurs responsabilités et soient renvoyés devant leur propre légalité.

Cette dernière provocation, montée avec l'aide de voyous et d'assassins, prouve en tout cas, que la direction de la Sonacotra ayant d'abord misé sur un pourrissement enfermé dans le silence de cette juste lutte, est réduite aujourd'hui à des expédients qui ne vont pas manquer de renforcer la mobilisation, des grévistes et le soutien de plus en plus large de la classe ouvrière française aux travailleurs immigrés. Vive le Comité de coordination !

Sonacotra vivra !

Les résidents du foyer
Ampère de Massy.



LIBERATION IMMEDIATE DE ROMAIN LE GAL !

Nous poursuivons la publication des lettres de soutien envoyées à notre camarade emprisonné.

DU QUARTIER
VILLEJEAN
A RENNES

Cher Romain,

Samedi dernier, nous étions à Lorient. Nous étions chez toi. Une manifestation et un meeting étaient organisés, comme tu dois le savoir, pour exiger ta libération et la levée de toutes les inculpations.

Je t'avoue qu'il y avait du monde et que ça résonnait dans les rues ! On était un bon millier et c'était vraiment très combatif.

Pendant le meeting de l'après-midi, les gars du SGEN, ceux de la Chaillotine, ceux de chez Garnier, les paysans-travailleurs, et nos frères immigrés de la Sonacotra ont tour à tour pris la parole

dans l'enthousiasme général.

Le soutien inoubliable qu'ils t'ont apporté, c'est d'abord celui qu'ils ont manifesté dans un esprit prolétarien en expliquant leurs propres luttes. On a tous compris que ce sont elles qui les unissaient profondément à toi !

La vérité, cher Romain, c'est que des milliers de camarades, d'hommes et de femmes, c'est que toute la classe ouvrière de notre pays combat chaque jour le même ennemi que toi. Leur combat constitue le plus précieux soutien que l'on puisse t'apporter et il demeure le rempart sans faille qui te défend.

Pense donc que les mots d'ordre vibrants que la salle reprenait longuement sont

ceux qui te sont chers : « Classe contre classe ! » « Travailleurs français, travailleurs immigrés, une seule classe ouvrière ! » « Sonacotra cèdera ! » etc. Quand la foule les scandait, cela voulait aussi dire « Libérez Le Gal ! » « Levée de toutes les inculpations ! ». Seul le peuple combattant te libérera !

Alors, tu vois, l'unité se fait de plus en plus large. Non seulement pour exiger la libération et faire reculer les mesures fascistes du grand capital ; mais aussi pour amplifier le combat qu'avec les vrais communistes tu mènes quotidiennement. Si l'on t'a emprisonné, sache que c'est parce que nos points de vue progressent chaque jour. Alors que la crise s'approfondit, que le chômage s'étend, que les batailles de la classe ouvrière et des masses populaires renouent avec la tradition de la glorieuse Commune de Paris, alors que les traîtres à la classe ouvrière et au communisme sont de plus en plus rejetés, les marxistes-léninistes aidés par le peuple se renforcent chaque jour davantage.

Ton idéal, cher Romain, a vibré à Lorient l'espace d'un après-midi mais compte aussi qu'il couve comme braises en chacun de nous. Il sera victorieux.

Aujourd'hui c'est à toi que revient l'honneur d'être en première ligne ; c'est à toi que revient l'honneur d'affronter en communiste la répression des forces réactionnaires. Nous sommes fiers de toi. Tu es notre porte-drapeau. C'est toi qui es à la pointe du combat. Mais sache que tout le prolétariat est avec toi pour te donner courage.

C'est avec un enthousiasme redoublé que préparons ensemble ces lendemains qui

chantent dont parlait si noblement Vaillant-Couturier.

Nous t'envoyons, camarade, nos salutations de communistes.

Bien fraternellement,

Le CDHR de
Villejean-Rennes.

L'UNION LOCALE
DES SYNDICATS
CFDT
D'AIX-EN-PROVENCE

*Camarade Le Gal,
L'Union locale des syndicats CFDT d'Aix-en-Provence ayant appris les circonstances de ton emprisonnement pour le motif de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France tient à t'assurer de son soutien contre la répression dont tu es victime. Ton emprisonnement après ceux des militants autonomistes corses, après ceux des soldats et ceux des viticulteurs, montre à quel point le gouvernement a peur des luttes populaires. Face à ces luttes la seule chose que le gouvernement peut répondre c'est la répression et la fascisation. L'interdiction du PCMLF en 1968, la loi anticasseurs, les opérations coup de poing, ainsi que les dernières mesures qu'il vient de prendre au sujet du contrôle d'identité et de la garde à vue, prouvent qu'il est prêt à tout pour empêcher les travailleurs de s'organiser et de lutter. Camarade, tu n'es pas seul. La solidarité s'organise. Nous demandons ta libération immédiate ainsi que celle de tous les autres prisonniers politiques, la levée de toutes les inculpations, la suppression de la cour de sûreté de l'Etat et la levée de l'interdiction du PCMLF.*

Le bureau de
l'Union locale CFDT.

MONTPELLIER : MEETING
DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

C'est plus de 200 à 300 personnes qui ont assisté vendredi 21 mai à un meeting de soutien au peuple sahraoui — meeting à l'initiative des Amis du peuple sahraoui. Après une présentation du Sahara occidental, de ses ressources, de l'organisation tribale de sa population, de sa longue histoire de luttes contre l'impérialisme et le colonialisme, l'orateur a expliqué

le but de l'association : aide et soutien au peuple sahraoui en lutte, sous la direction du Front POLISARIO. L'orateur a souligné plus particulièrement l'aspect anti-impérialiste et de masse de cette association. Un film a été projeté retraçant la vie quotidienne des populations sahraouies, notamment depuis le début des récents événements...

MEETING DE SOUTIEN
AUX LUTTES OUVRIERES
ET CONTRE LA RÉPRESSION

organisé par le comité de liaison
étudiants-travailleurs des Beaux-Arts
le mardi 15 mai à 18 heures
Amphi 4 — 14 rue Bonaparte - Paris 6e

informations générales

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 30 JUIN

Nous appelons tous nos camarades et amis lecteurs à nous faire part de leurs initiatives et des expériences qu'ils ont mises en œuvre pour engager des souscriptions de masse.

LISTE DE SOUSCRIPTION

TOTAL AU	19/5	14 158,90 F	Pr que vive le quot.		1 000,00 F
CDHR Victoire	500,00 F		CW		40,00 F
Des camarades	400,00 F		RJB		68,00 F
Collecte meeting			Suppl. réabt DN		18,00 F
Brétigny	111,70 F		Id. BC		60,00 F
Collecte foire Brét.	29,30 F		Id. LL		300,00 F
Pr la dict. du prol.			JCMLF Baena		110,00 F
en timbres	16,00 F		Suppl. réabt RM		50,00 F
HR vaincra SF	20,00 F		B à Rennes		20,00 F
CDHR province	200,00 F		2 travailleurs		410,00 F
JPM	500,00 F		CDHR C. Porchet		18,00 F
M. Mme PH	50,00 F		Suppl. abt DA		18,00 F
2 camarades	300,00 F		Id. BJM		18,00 F
Suppl. réabt RC	140,00 F		Id. PJJ		10,00 F
Pr un monde meilleur			Id. RF		5,00 F
Pierre et Brigitte	300,00 F		Id. LD		8,00 F
JCMLF de V	100,00 F		Id. JD		55,00 F
JMV	50,00 F		Id. BMF		5,00 F
CDHR J. Lahaut			Id. BG		5,00 F
sousc. de masse	111,70 F		Id. LY		8,00 F
CDHR Commune de			Sousc. collective anon.		200,00 F
Paris sousc. de masse	29,30 F		Pr que la cl. ouv. conserve		
CDHR Péri NO	3,50 F		son quot.		100,00 F
Id. sousc. masse	31,90 F		Pr le quot.		100,00 F
CDHR Manouchian	210,00 F		Pr le quot. RR		200,00 F
CDHR Guy Moquet	10,00 F		CDHR G. Sanz		150,00 F
CDHR Fabien	20,00 F		Suppl. réabt BMJ		10,00 F
CDHR A. Marty	1,00 F		JCMLF Baena		400,00 F
CDHR Guy Moquet	4,00 F		GC soutien au journal		500,00 F
CDHR Manouchian	3,00 F		DJB		150,00 F
Anonyme	7,50 F		DB		100,00 F
CDHR Seimandi	0,50 F		Suppl. réabt JS & GB		20,00 F
CDHR F. Marty O	3,00 F		CDHR Jdanov		350,00 F
CDHR Clara Zetkin S	5,00 F		CDHR Fabien		45,00 F
Suppl. réabt DG	17,60 F		CDHR Clara Zetkin		50,00 F
En avant vers la			CDHR Seimandi		5,50 F
révolution JPN	100,00 F		TOTAL AU		
			22/5/76		22 040,40 F

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal : L'Humanité-rouge — CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc...

RENNES

MERCREDI 26 MAI 14 h 30

Centre social Champs Manceaux
près du lycée Bréquigny

RÉUNION-DÉBAT SUR L'ÉCOLE

à l'appel de la
JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE
DE FRANCE

- Montage diapositives sur la sélection
- Débat : Pas d'école au service des travailleurs sans révolution prolétarienne.

Communiqué de l'Association des étudiants sénégalais en France

Dans le cadre de la commémoration de la journée nationale des martyrs étudiants et élèves sénégalais, la section Maison d'Afrique de l'Association des étudiants sénégalais en France invite tous les anti-impérialistes au meeting qu'elle organise

LE MERCREDI 26 MAI A 20 HEURES
AU 44, RUE DE RENNES, SALLE C A PARIS
(métro St-Germain-des-Prés)

Au programme : montage diapos, sketches, poèmes, film. Entrée libre.

Clermont-Ferrand

Meeting de soutien aux paysans de Naussac

200 personnes environ s'étaient réunies samedi 22 mai à la maison du peuple, à l'appel du comité Larzac de Clermont.

La parole était d'abord donnée à un représentant de Villerest (Loire) où il est question d'implanter un barrage dans les mêmes conditions qu'à Naussac (300 ha immergés, 900 réduits à court terme en marécages).

Puis un montage de diapositives permettait de mieux connaître « l'affaire » de Naussac (Lozère) : un barrage qui, pour soi-disant « valoriser la Limagne » (les gros betteraviers), « développer le tourisme » (1) et permettre « l'alimentation en eau de Clermont » (Michelin), entraîne l'immersion de 1 280 ha de terres agricoles, de 15 exploitations, d'une dizaine de villages et de hameaux.

Le représentant de Naussac devait dénoncer en particulier la SOMIVAL (Société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin), « société de mise à sac du pays » et dire que les paysans de Naussac ne défendent « pas seulement leur outil de travail, mais encore le droit de vivre et de travailler au pays ».

Un riche débat devait suivre. A noter l'intervention de l'UIB-CFDT de Clermont qui apporta son soutien, affirmant notamment que la lutte des paysans de Naussac, qui refusent « d'être les licenciés de l'agriculture », « rejoint la lutte des travailleurs des villes contre les licenciements et le chômage », et

concluant sur la nécessaire « unité des luttes anticapitalistes ». Les marxistes-léninistes de l'HR devaient apporter également leur soutien.

Au cours du débat, l'attitude de la fausse gauche apparut au grand jour. On apprit ainsi que Quillot, maire « socialiste » de Clermont, est un ardent défenseur du barrage, et que les conseillers généraux du PS se sont prononcés en faveur du barrage. On comprend donc l'attitude piteuse de la section locale du PS qui avait refusé de soutenir le meeting !

Un paysan de la région clermontoise devait d'ailleurs souligner qu'il n'y a rien à attendre du PS, qui est, malgré ses belles paroles, toujours disposé à s'adapter aux sacro-saints « besoins de l'économie », c'est-à-dire aux besoins des trusts. Son attitude n'est pas un « accident de parcours » et « donne une idée de ce qu'ils feront lorsqu'ils auront le pouvoir ». Ces gens-là ont choisi leur camp, tout comme d'ailleurs les révisionnistes du PCF qui, « toujours à la pointe du combat », et pour ne pas être en reste, ont eux aussi voté des deux mains pour le barrage aux Conseils général et régional.

Ce meeting était un premier pas, réussi, dans la popularisation et la mobilisation. La prochaine étape sera le rassemblement des 7 et 8 août à Naussac. Il reste encore beaucoup à faire, mais Naussac doit vivre et Naussac vivra !

Correspondant HR.



culturel

A propos de la rubrique «Programmes TV» Lettre d'une lectrice

La parution de la rubrique «Programmes TV» suscite un certain nombre de réactions et de lettres qui montrent que la lutte dans le domaine idéologique et culturel est une question importante et qu'elle ne vous laisse pas indifférents. Nous publions ci-dessous la lettre d'une lectrice que la parution de cette rubrique a encouragée pour faire une critique de 2 émissions de TV, dont une avait été abordée dans la première rubrique parue. Cette attitude est très juste et correspond au but que nous poursuivons en publiant la rubrique : présenter et avertir d'une manière assez générale et courte les émissions qui semblent marquer une soirée, dans le but de ne pas laisser sans armes les lecteurs qui regardent la télévision. Ceci doit être considéré comme une partie d'un tout, l'autre devant être des critiques plus approfondies des émissions annoncées, le lendemain ou le surlendemain et ainsi permettre aux «lecteurs-spectateurs» d'exercer leur point de vue critique sur les choses que la bourgeoisie nous assène quotidiennement, mais encore une fois dites-nous si, en fonction de cet objectif, les présentations sont utiles sous cette forme ou non. Et surtout que ceci nous permette de ne plus rester sans armes devant la TV bourgeoise et vous encourage à envoyer vos critiques individuelles ou collectives des émissions regardées.

La rubrique TV nouvellement apparue dans le journal me donne l'idée de vous envoyer quelques réflexions à propos du programme TV de la semaine dernière dont la démagogie et le cynisme m'ont abasourdi ! Il faut dire que je voyais tout cela d'un œil neuf, n'ayant guère le temps habituellement de mettre le nez devant un récepteur.

Mercredi d'abord : le jour des enfants. Au milieu de l'émission, et parachuté là on ne sait pourquoi un individu dont j'ai oublié le nom raconte aux enfants une expérience «scientifique» pratiquée sur des rats. Pour tester l'intelligence de l'animal, on le met en présence d'un bouton rouge qui, s'il s'appuie dessus, délivre une boulette de nourriture ; procédé classique qui nous montre l'intelligence de l'animal puisque celui-ci comprend tout de suite de quoi il retourne. Pour corser l'affaire, on tente la même expérience avec 2 rats : vont-ils s'entre-tuer ou se faire des politesses ? Rien de tout cela en réalité, car le résultat est le suivant : un

des rats appuie sans arrêt sur le bouton pendant que l'autre se gave. «Si le premier fait mine de s'arrêter, l'autre le regarde d'un air menaçant...» Le commentateur prend alors une allure «marxiste». Ce rat, nous dit-on, lorsqu'il est à bout de force, a droit à une boulette pour «récupérer sa force de travail», et voilà «l'exploitation du rat par le rat». Jusqu'à ça peut passer, mais voilà que notre commentateur se croit obligé d'ajouter pour conclure : «Dans la société des rats comme dans la société des hommes (et dans ces deux-là seulement) les individus SUPÉRIEURS exploitent les individus INFÉRIEURS... probablement à juste titre donc, puisqu'il s'agit là d'une donnée naturelle ! Agressivité naturelle, exploitation naturelle, cela ne va pas sans rappeler les théories racistes de Konrad Lorenz qui à une certaine époque a si bien su s'arranger du fascisme ! Voilà en tout cas ce que l'on raconte à nos enfants dans des émissions soi-disant «éducatives». On y a toute-

fois oublié une petite chose : que les rats ne seront pas capables de révolution prolétarienne ! Non la comparaison entre la société des hommes et celle des rats ne peut aller bien loin. Les hommes exploités, eux, savent et sauront s'organiser et lutter pour renverser par une juste violence de classe cette société où ce sont justement quelques «rats» qui font la loi, savent et sauront s'organiser pour construire enfin cette société où personne ne sera plus ni un loup ni un rat pour personne, car elle sera fondée sur autre chose que l'exploitation et le profit, une société où le peuple tout entier aura le pouvoir et l'exercera contre les exploités et tous ceux qui voudraient nous faire croire que nous ne valons pas mieux que des rats !

Et c'est Simone Weil, de retour de Chine qui, à une heure de grande écoute, raconte avec une assurance frisante la provocation des calomnies sur la République populaire de Chine. Ne dit-elle pas (mais on a déjà entendu le refrain...) que les couples sont parfois séparés lorsqu'ils ont plus des deux enfants autorisés ? Un point positif cependant : on apprend aux enfants à se brosser les dents après déjeuner !!! Louable objectivité, n'est-ce pas ? Tous ceux qui sont allés écouter Han Suyin lors de son passage à la Mutualité ont pu l'entendre affirmer (et ceci confirmé par la présence de paysannes tibétaines dans les diapos présentées à cette occasion) que les Tibétains ont encore souvent jusqu'à 10 ou 12 enfants, le gouvernement chinois ayant le souci de ne pas détruire brutalement coutumes et modes d'existence, laisse aux minorités nationales le temps de parcourir à leur rythme le chemin de leur propre libération.

Ou c'est encore cet indécent feuilleton «Château espérance» où les travailleurs immigrés sont présentés comme des gens, certes bien gentils, mais pas très réalistes (disons même pas très malins), et qui viennent travailler en France poussés uniquement par le caprice de leur femme (qui s'ennuie au douar) et «qui veut voir du monde» ! Le logement mis à leur disposition est propre et spacieux (même si

un bout de vieux journal traîne sur la cuisinière pour faire réaliste), tout le monde cherche à les aider, sauf le méchant patron qui a des excuses parce que c'est un fils-d'ouvrier-qui-s'en-est-sorti-par-son-travail-et-son-mérite... Eux ne rêvent qu'achat de terre et de maison lors de leur retour au pays. Qui veut-on tromper avec ces images grotesques ? Qui ne connaît les véritables conditions de vie des travailleurs immigrés contraints de venir en France, pour la plupart sans leur famille, vivant dans des conditions de misère et d'exploitation féroce, qui ne connaît aussi leur dignité — de toujours — et leur admirable détermination dans la lutte qu'ils mènent actuellement ? Qui ne sait que les pauvres naïfs qui sont montrés n'ont rien à voir avec les hommes courageux et lucides qui luttent pour faire entendre leur voix ?

Que M. G. Sire et les autres fassent beaucoup de feuilletons de ce genre, cela ne nous empêchera pas, au contraire, de nous déterminer davantage à lutter contre un régime qui se permet de se moquer à ce point des travailleurs !

Faculté de Vincennes

Comment on a «rabattu le caquet» au président et au vice-président de la faculté Patrons de«gauche»

A Vincennes, des étudiants de la discipline d'Arts plastiques en grève contre la réforme Soisson ont créé depuis 2 mois un comité de popularisation et investi l'atelier de sérigraphie pour faire des affiches et imprimer des Tee-shirts, en particulier pour soutenir la lutte des résidents des foyers Sonacotra. Des étudiants y travaillent près de 10 heures par jour, certains ont eu des malaises dus aux vapeurs des produits nettoyants et de l'encre de sérigraphie car l'aération est défectueuse. L'atelier est en sous-sol, comme les ateliers de menuiserie de la faculté.

La semaine dernière, l'air était saturé de vapeurs nocives après une semaine de tirage intensif : une quinzaine d'étudiants en blouse de travail tachée d'encre partent à travers la fac jusqu'au bureau du président et entrent par surprise. Il est là avec son adjoint penché sur un dossier. On pose la revendication : un local de sérigraphie grand et aéré dans les locaux qui restent inoccupés ou non aménagés. On se fait traiter de «mendiants» à qui «ils feront volontiers la charité d'ailleurs». Mais nous ne sommes «pas les seuls, hé-

las». Ils ne veulent pas comprendre ? Nous leur demandons de venir tirer une affiche ! Se croyant sûrs d'eux, ils partent en flèche et c'est presque en courant qu'on arrive à l'atelier ! Là, on leur fait passer nos blouses.

Un cadre de sérigraphie est mis en place et on leur fait tirer l'encre avec la «raclette» à tour de rôle. On leur fait étendre les affiches (qui sont — tenez-vous bien — sur le thème : Non aux négociations ! Abrogation du 2e cycle !). On leur fait nettoyer ensuite le cadre au «trichlo» (une bonne dose!) ces messieurs incommodes lâchent un «C'est vrai que c'est entêtant». C'est le moins qu'on puisse dire... Ils se lavent les mains et reconnaissent alors qu'il faut vraiment faire quelque chose, «c'est promis» !

Est-ce l'effet des vapeurs d'essence ? L'encre ROUGE ? La vertu du travail manuel ? Ou bien la trentaine d'étudiants autour d'eux ?

En tout cas, on enregistre la «promesse». On les attend au tournant à la réunion qui prendra la décision. Sinon en avant vers l'atelier pour un nouveau tirage forcé d'affiches militantes...

Programmes TV

MERCREDI 26 MAI

TF-1

19h20 Actualités régionales

20h00 Journal

20h30 Une place forte. Film TV de Guy Jorré avec Pierre Santini. Méfiez-vous de ce film, car le sujet abordé (la drogue et les jeunes) sent l'imposture comme quand il s'agit d'aborder les problèmes d'actualité. Certes si c'est un danger qui guette les jeunes de la petite et grande bourgeoisie, la drogue est de plus en plus couramment utilisée par les jeunes des couches travaillées. Ceci le film l'aborde peu et surtout fait passer des effets (incompréhension, solitude, etc.) pour la cause réelle qui n'est pas énoncée (le système capitaliste).

22h50 Journal

A-2

19h20 Actualités régionales

20h00 Journal

21h30 C'est-à-dire. Magazine politique d'actualités de Cavada dont les sujets et les invités sont choisis au dernier moment.

23h30 Journal

FR-3

19h20 Actualités régionales

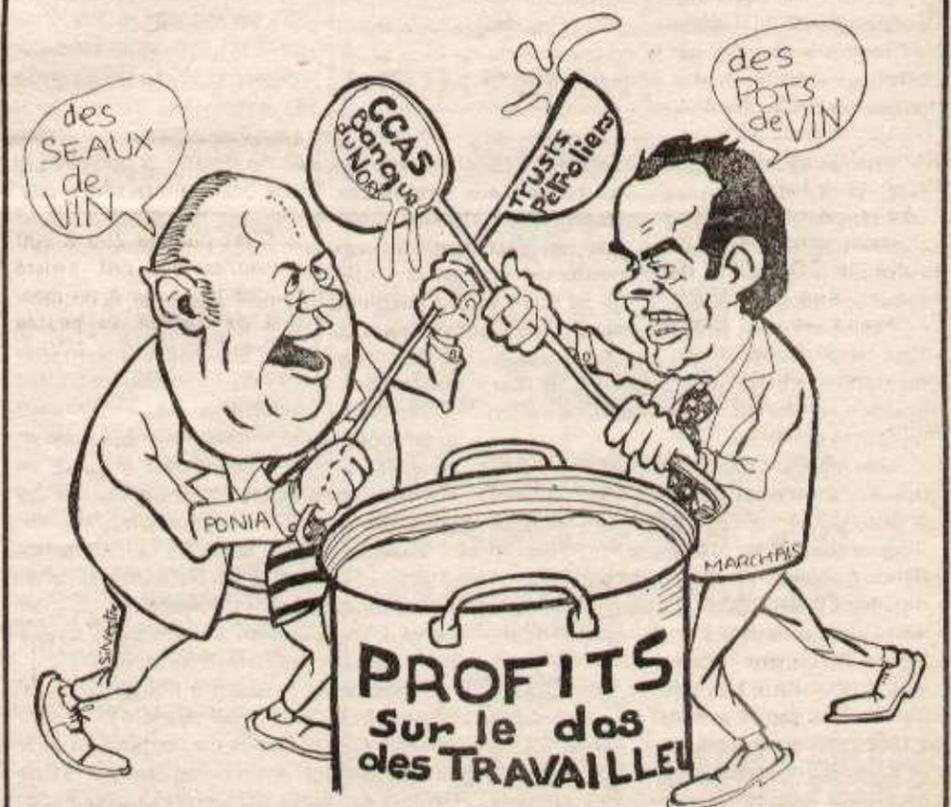
19h55 Flash journal

20h30 Lucky Luciano. Film italien de Francesco Rossi (1973). Le thème : les rapports entre la mafia, les Américains et le gouvernement italien à travers un des grands manitous de la mafia : Luciano. Un film très confus mais qui a le mérite de montrer que la bourgeoisie est un véritable panier de crabes.

22h15 Journal

Vu par Sylvestre

POTS DE VIN ET SEAUX DE VIN



USA

INTERVIEW

DE MICHAEL KLONSKY (2)

Parle-nous un peu de l'oppression particulière des minorités nationales et des femmes, aux USA.

Ces deux types d'oppressions sont partie intégrante du système capitaliste. Même dans ce soi-disant pays capitaliste très avancé, les siècles d'oppression nationale des minorités et des femmes continuent encore aujourd'hui, et leur condition s'est même aggravée à la suite de la présente crise économique. Ce sont toujours les derniers embauchés et les premiers licenciés. Alors qu'actuellement le taux de chômage général dans la classe ouvrière est officiellement de 8,7 %, c'est-à-dire grosso modo 10 millions de personnes, le chômage chez les femmes est double, et parmi les nations et minorités opprimées, Afro-Américains et Puerto-Ricains par exemple, il est triple.

Le taux de chômage au sein de la jeunesse noire atteint dans les centres urbains 65 %.

C'est principalement à cause de ces facteurs que les minorités nationales jouent un rôle tellement militant dans les luttes.

Les luttes pour la libération des femmes firent un grand pas en avant, depuis deux ans. Il y a dix ans, ces luttes étaient limitées à la petite bourgeoisie, mais la classe ouvrière s'est de plus en plus organisée. L'an dernier par exemple, l'organisation CLUW (Coalition of Labor Union Women) a été créée par 3 000 femmes syndicalistes de tout le pays. Les bureaucrates du mouvement syndical ont immédiatement essayé d'étouffer le CLUW et d'en subtiliser la direction. Mais il y a beaucoup de forces militantes au sein du CLUW. A leur dernière convention, ces ouvrières militantes enregistrèrent des progrès contre les bureaucrates syndicaux et les réactionnaires.

Cette année également, a été créé le BWUF (Black Women United Front). Des centaines de femmes sont venues à Detroit pour former cette organisation progressiste et anti-impérialiste qui s'est donné une direction révolutionnaire.

Qu'en est-il des attaques racistes sur les minorités, de la répression policière, des difficultés encourues par le programme du « Busing » dans les écoles, comme à Boston en particulier ?

Chaque fois que la classe ouvrière s'organise, la classe dirigeante, pour écraser le mouvement, utilise son arme favorite : la suprématie blanche — le racisme. Elle est habituée à diviser la classe ouvrière pour briser son élan.

Parallèlement à l'aggravation de la crise, s'est ainsi produite une dramatique augmentation de la brutalité policière, de l'oppression, et des attaques en général sur les minorités nationales.

Une série d'attaques s'est passée à propos des programmes d'intégration scolaire à Boston, Louisville, etc. Ce fut après de longues années de luttes que les minorités nationales avaient réussi à forcer la classe dirigeante à « intégrer » certaines des écoles jusqu'alors soumises à la ségrégation. Mais, malgré le fait que la loi interdisant la ségrégation scolaire ait été votée en 1954, la plupart des écoles aujourd'hui ne sont pas « intégrées ».

L'an dernier, les élèves des minorités nationales ont commencé à être « bused » (transportés par bus) à Boston. Cette ville

avait toujours eu la réputation d'être le bastion du libéralisme, la ville de Kennedy, et avait toujours été désignée comme étant la « vitrine » du Parti démocrate.

Mais les luttes qui ont entouré le « busing » ont vraiment exposé le fait que les libéraux et le Parti démocrate avaient, sur la ségrégation, au fond, la même position raciste que les Républicains, Ford et compagnie.

Ces élèves noirs se trouvèrent confrontés à des foules prêtes à les lyncher, à des gangs racistes, organisés par des secteurs de la bourgeoisie, à des fascistes et réactionnaires qui, pour garder les écoles soumises à la ségrégation, ont utilisé la question de l'intégration scolaire pour répandre les idées les plus rétrogrades parmi certaines parties des masses.

Ils ont essayé d'organiser un mouvement de masse pour le support du fascisme. Et cela n'était pas seulement une attaque contre les minorités nationales, mais contre toute la classe ouvrière du pays.

En conclusion, malgré la force relative du mouvement raciste, nous voyons se développer en contre-partie une résistance armée du peuple, ce qui est une très bonne chose.

Quelle importance accordez-vous à la lutte contre le révisionnisme moderne au sein de ces « comités d'usine », en relation avec les questions des minorités nationales ?

C'est dans la lutte contre le révisionnisme moderne que la Ligue Octobre s'est formée, et la lutte antirévionniste fait partie de notre vue stratégique pour la construction du socialisme dans ce pays.

Ceci n'est pas seulement une question à long terme, c'est une bataille quotidienne contre eux. Dans chaque syndicat, chaque lutte de quartier, de locataires contre le propriétaire, lutte contre les monopolistes ou les racistes, dans le Mississippi ou à Boston, ce n'est pas seulement contre la

militant grandissant, et le transformer en programme légaliste et réformiste afin d'éliminer Sadlowski.

Si Sadlowski représente dans beaucoup d'aspects une position plus libérale et progressiste, nous avons néanmoins appris que l'élection d'un modéré ou libéral à la tête d'un syndicat ne peut jamais satisfaire les besoins des ouvriers. Ceux-ci doivent construire leur propre organisation indépendante au sein du syndicat, engager des luttes pour gagner une direction révolutionnaire et transformer le syndicat en véritable organisation de lutte du prolétariat.

Mais ce n'est évidemment pas l'avis des révisionnistes. Toute tentative de cette sorte est sabotée par eux ; ils recourent alors au social-fascisme, à la répression policière ou à l'expulsion de militants du syndicat.

Dans les luttes des minorités nationales, les révisionnistes ont pris des positions similaires. Ils soutiennent en paroles les revendications pour les droits démocratiques, et essaient de canaliser le mouvement révolutionnaire afro-américain pour en faire un « suiviste » du Parti démocrate, et du NAACP. Ils attaquent en même temps le contenu révolutionnaire de ce mouvement.

Un bon exemple de cela fut leur attitude lors de la défense de Joann Little — femme noire accusée du meurtre de son gardien de prison qui avait essayé de la violer dans sa cellule. Un mouvement de masse fut formé dans le monde entier pour sa défense, et elle fut finalement libérée grâce à la pression populaire. Aussitôt après sa libération elle tint une conférence de presse et déclara que le Parti révisionniste avait fait tout son possible pour saboter sa défense, parce qu'elle refusait de se laisser utiliser pour leur propagande.

Les révisionnistes se sont également démasqués, lors de la défense de Angela Davis, qui est actuellement un des membres dirigeants du P«C»USA. Ils utilisèrent la cour, la presse et tous les moyens à leur disposition pour dénoncer les luttes révolutionnaires des Afro-Américains, et refusèrent de défendre le militant noir Ruchel Magee qui refusait de suivre la ligne politique des révisionnistes, c'est-à-dire une ligne pacifiste et de collaboration de classe. Au contraire, il défendit le droit des Afro-Américains à se révolter et à faire la révolution. Il croupit toujours à la prison de San Quentin, passible de la peine de mort et ceci malgré le fait que Davis et lui aient été inculpés des mêmes charges.

Qu'ils trahissent les luttes au nom du communisme, les rend souvent plus dangereux que les pires racistes. Enfin, ils mettent en avant le mythe de la détente comme étant la solution des problèmes, non seulement pour les peuples du monde, mais pour le peuple américain lui-même. Dans leurs récentes publications, ils ont lancé le slogan « La détente c'est du TRAVAIL », et essaient de faire croire au peuple que :

— Il y a effectivement une détente entre les deux superpuissances.

— que la fraude de la détente peut être bénéfique pour la classe ouvrière.

Ils cachent le fait que sous l'écran de fumée de la détente, se trament des préparatifs de guerre pour amener à des affrontements violents entre les peuples soviétiques, américains, et du monde entier, pour le seul bénéfice des gens « riches » aux USA et en URSS.

(A suivre)



Manifestation d'ouvriers américains dans le Milwaukee.

Quand des travailleurs noirs essayèrent de venir au sud de Boston à un meeting syndical ils furent attaqués et battus par des groupes de racistes. Des ouvriers furent tirés hors de leur voiture et battus presque à mort.

Un journaliste noir a été tué, et en Californie, un prêtre noir a été pendu par une foule raciste, et n'a échappé à la mort que de justesse.

Mais un mouvement de masse s'est développé, unissant minorités nationales et travailleurs blancs, organisant marches et manifestations, et commençant à armer les gens pour assurer leur auto-défense.

Récemment, les attaques se sont précipitées. Les bureaux du NAACP (National Association for Advancement of Colored People), organisation réformiste, ont été plastiqués par des terroristes racistes.

Nous pensons, quant à nous, que toute organisation de la classe ouvrière se doit de prendre une ferme position de soutien pour ce mouvement antiségrégationniste, et de défense des droits démocratiques des nationalités opprimées.

bourgeoisie que nous luttons, mais contre leurs agents, les révisionnistes modernes.

Ils se sont organisés dans le but de stopper tout développement des luttes révolutionnaires parmi les masses. Nous nous sommes opposés à eux à la fois dans les syndicats réactionnaires, et dans ceux où ils ont des postes de direction comme : le district 65 des travailleurs de la distribution, certains secteurs de United Electrical Workers, et le syndicat des dockers de la côte ouest.

Ils jouent le même rôle que les pires fascistes leaders syndicaux. Ils essaient d'expulser les vrais marxistes-léninistes, répandent le chauvinisme, la discrimination raciale, et l'oppression de la femme dans le syndicat. En un mot, ils ont les mêmes positions que les responsables syndicaux les plus réactionnaires sur toutes les questions, sauf quand il s'agit de leur disputer des postes de direction.

Depuis, on assiste à une grosse poussée de mécontentement à la base, dans les aciéries et les révisionnistes ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour canaliser cet esprit